

Suppressions d'emplois, moins de congés ? Ça ne réglera rien



Après le Plan Hoog, le Plan Fries : le PDG veut supprimer 125 emplois d'ici à 2023. « *L'objectif intangible pour moi, c'est d'avoir les économies à la fin (...) s'il y a des méthodes --c'est ce que disent les syndicats -- pour y arriver autrement qu'avec 125 départs, la porte est ouverte à la discussion* », a-t-il dit lors d'une audition par des députés.

Attention, danger !

Certains estiment que l'on pourrait grignoter encore davantage les jours de repos ou les congés, détériorant encore un peu plus les conditions de travail. D'autres semblent se montrer conciliants en ce qui concerne les salaires, alors que le gel des barèmes est entré dans sa 7^e année consécutive et que la procédure SPQN est reportée au moins jusqu'au premier trimestre 2019.

Surtout ne rentrons pas de nouveau dans ce jeu des sacrifices sans fin, qui ne sauveront rien ! Accepter cette logique, c'est se méprendre sur les objectifs du PDG. Car le Plan Fries n'est ni un plan de redressement, ni de développement : il vise à *transformer* l'AFP pour la rendre privatisable, selon la feuille de route que la Commission européenne a concoctée avec le gouvernement français en 2014/2015.

« La casse de l'AFP en marche »

SUD a présenté une analyse détaillée du Plan Fries et de ses objectifs. Ce document de 13 pages, qui conclut sur des propositions d'action, est publié ici : <http://u.afp.com/oKVm>

Le Plan Fries est un plan de casse auquel il faut résister ! Nous n'avons pas le choix : pour défendre l'AFP et nos droits sociaux, nous devons remettre en cause « *l'objectif intangible* » des nouvelles économies. Nous devons combattre la perspective de privatisation et demander aux pouvoirs publics de compenser le coût de la Mission d'intérêt général à 100%, *retroactivement comme à l'avenir*. L'État doit aussi éponger la dette de l'AFP et subventionner ses investissements.

Qu'on ne nous dise pas que c'est impossible !

Si les *choix politiques* faits à Bruxelles et à Bercy ne permettent pas de financer le développement de l'AFP, en tant qu'agence mondiale qui assure une information complète et pluraliste, dans de bonnes conditions de travail pour ses salariés, eh bien, il faut **combattre ces choix, pour qu'ils soient révisés**.

Paris, le 22 novembre 2018

SUD-AFP (Solidaires-Unitaires-Démocratiques)

